

# TEMOIGNAGE SUR LA TRAGEDIE QUI A ENSANGLANTE LA POPULATION DE KIGALI A PARTIR DU 06 AVRIL 1994

Colonel IG Tharcisse RENZAHO Ancien Préfet de la Ville de Kigali (P.V.K)  
Brazzaville, le 29 Avril 1997

## 1. Les trois jours qui ont fait basculer l'Histoire 06, 07, 08/1994.



*Le colonel Tharcisse Renzaho, Préfet de la Ville de Kigali*  
Source: [www.internews.org](http://www.internews.org)

Les événements vécus par la population de Kigali depuis le 06 jusqu'au 08 Avril 1994 ont été repris dans un document que j'ai titré "Témoignage sur le massacre des 10 Casques Bleus Belges au Camp Militaire de Kigali" transmis à Monsieur le Président de la Commission Parlementaire Belge à Bruxelles en date du 28 Mai 1997 et dont une copie a été réservée à Madame le Procureur Général du Tribunal Pénal International pour le Rwanda (TPIR).

Pour rafraîchir la mémoire, rappelons que [le 06 Avril 1994 vers 20 heures 30 minutes](#), les Présidents Juvénal HABYARIMANA, Cyprien NTARYAMIRA et leur suite sont assassinés dans un attentat contre l'avion présidentiel dans le ciel de KANOMBE. Ce crime déclenche spontanément des troubles interethniques dans certains quartiers de KIGALI comme KANOMBE, REMERA, KIMIHURURA, KACYIRU et KIYOVU.

L'assassinat du Président de la République et du Chef d'Etat-Major de l'Armée Rwandaise crée un vide constitutionnel et décapite en même temps l'Armée. Le pays est au bord du chaos.

[Le 07 Avril 1994 dans l'avant-midi](#), le Haut Commandement Militaire se concerta pour adopter des mesures d'urgence dans lesquelles, entre autres, un [Comité de Crise est mis en place](#) pour faire face à la situation, en attendant la formation d'un Gouvernement Intérimaire devant négocier avec le Front Patriotique Rwandais, la mise en place des Institutions de Transition prévues dans l'Accord de Paix d'ARUSHA. Toutes ces initiatives sont menées en concertation avec le Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies, [Monsieur Roger BOH BOH](#) et le Commandant de la MINUAR, le [Général Roméo DALLAIRE](#), alors en charge de la sécurité du pays pendant cette période.

Aucune manifestation de la force de la MINUAR n'est mise en oeuvre dans la capitale dans le cadre du Maintien et Rétablissement d'Ordre Public, au moins à titre préventif.

Dans l'après-midi du 07 Avril 1994, le contingent APR basé au siège de l'Assemblée Nationale (CND) sort de son cantonnement pour attaquer certains objectifs stratégiques de la capitale suivant les axes ci-après:

- Axe KIMIHURURA - KACYIRU, KAGUGU vers KABUYE et GIKOMERO.
- Axe KIMIHURURA - REMERA I, KIMIRONKO vers KINYINYA.
- Axe KIMIHURURA - KICUKIRO vers le Mont NYANZA.
- Axe KIMIHURURA - Parc Industriel GIKONDO vers Mont REBERO l'Horizon.

La sortie des combattants du FPR est annoncée au Ministère de la Défense Nationale par le Général Roméo DALLAIRE, Commandant de la MINUAR. Il ne dit même pas comment l'APR a pu sortir de sa base alors gardée par la MINUAR, ni ce qu'il comptait faire pour rétablir la sécurité. Il renchérit en disant que le FPR avait sa stratégie et que les FAR devaient montrer la leur.

La sortie de l'APR provoque une panique dans la population et généralise les combats dans la capitale et le reste du pays. Sur les axes d'attaque précités, des centaines de personnes sont sélectivement et systématiquement massacrées parmi lesquelles il faut déplorer la mort des Préfets BARIYANGA et HABARUSHAKA, du Colonel Pontien HAKIZIMANA, du Major BUGENIMANA, du Président du Tribunal de Première Instance, Monsieur HATEGEKIMANA pour ne citer que ceux-là. Mon frère Jean Baptiste UWIZEYE périra dans cette première vague d'assassinats.

Dans les quartiers, la population dresse spontanément des barrières de contrôle et d'auto-défense, en désespoir de cause, car aucune patrouille de la MINUAR ne pouvait être aperçue pour au moins rassurer la population.

La reprise des hostilités par le FPR intervint pendant que les FAR, elles, sont astreintes à une rigoureuse prescription de contrôle, dans ce qui a été appelé " Procédures de consignation dans la ville de KIGALI et ses environs". En effet, à l'exception de quelques militaires de garde et dont le nombre était établi et contrôlé par la MINUAR, tous les autres militaires des Camps de KIGALI et de KANOMBE ne pouvaient avoir des armes. Les armes étaient gardées dans les magasins d'armes et les clés étaient détenues par une équipe de surveillance et de contrôle de la MINUAR.

Dans l'entre-temps, les FAR, dans le cadre de l'application de l'Accord de Paix d'ARUSHA, avaient procédé à la démobilisation, alors qu'elles n'étaient pas autorisées à recruter d'autres éléments jeunes. La reprise de la guerre est donc à la fois une désagréable surprise et une déception pour la population qui, après la

signature de l'Accord d'ARUSHA, avait cru à la Paix. La reprise de la guerre est donc non seulement une surprise mais aussi une déception.

La surprise et la déception tiennent aussi au fait du désengagement et le rapatriement de la MINUAR dès le 07 Avril 1994 et avec elle toute la Communauté Internationale qui abandonne le Rwanda à son triste sort, comme si un vaste complot avait été minutieusement ourdi contre le Rwanda, comme les événements ultérieurs n'allaient pas tarder à le montrer:

-Rappel inexplicé du Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies, Monsieur Roger BOH BOH [Sic!]. Il sera remplacé quand le FPR aura pris le pouvoir à KIGALI.

-Le Conseil de Sécurité des Nations Unies décide l'envoi d'une force d'interposition de 5.000 hommes. Mais cette décision est boycottée. Cette force n'arrive que trop tardivement, après la conquête du pouvoir par le FPR.

-Un embargo militaire unilatéral est décrété contre les seules forces gouvernementales, pendant que le FPR bénéficie des soutiens des autres pays, notamment de la région.

-"L'Opération Turquoise" est sabotée et ne peut atteindre ses buts initiaux. Quand elle se retire, l'illusion laissée aux centaines de milliers réfugiés dans la "zone turquoise" d'être protégés les livre aux pires exactions de l'APR comme l'illustreront plus tard les [massacres commis contre les déplacés de KIBEHO](#).

Le 07 Avril 1994, au soir, [le Comité de Crise](#) met au point le [message de pacification](#) invita la population au calme. On discute aussi sur le principe de l'envoi auprès des responsables du FPR d'une délégation devant négocier une trêve pouvant permettre la pacification. Les Généraux Augustin NDINDILYIMANA et Marcel GATSINZI feront partie de cette délégation à partir du 08 Avril 1994. Mais la proposition sera rejetée par le FPR après plusieurs jours de manoeuvres dilatoires. Ce soir du 07 Avril 1994, les combats se généralisent dans la ville. L'APR occupe le Camp de la Gendarmerie de REMERA et investit le quartier de la Caisse Sociale du Rwanda à KACYIRU. Des combats violents ont lieu devant les quartiers généraux de la Gendarmerie Nationale et devant le Camp de la Garde Présidentielle. L'APR encercle aussi le Stade et l'Hôtel AMAHORO, Quartier Général de la MINUAR.

La population fuit par milliers pour se réfugier au village SOS de la Croix Rouge, à l'Hôpital Roi Faycal, à l'Hôtel AMAHORO, à la Paroisse Sainte Famille, à l'Hôtel KIYOVU, à l'Hôtel des Mille Collines, à la Préfecture de la Ville de Kigali, au Lycée Notre Dame de Cîteaux et ailleurs.

Le 08 Avril 1994 avant-midi, je participe à la réunion du Comité de Crise, qui désigne la délégation devant rencontrer le FPR pour négocier la trêve.

Sur mon agenda, ce jour, j'avais une réunion avec le Conseil Urbain pour évaluer la situation en vue de prendre des mesures qui s'imposent. C'est pourquoi je fus empêché de participer à la cérémonie de désignation du Gouvernement intérimaire par les partis politiques. Cette réunion fera le constat suivant:

-Les combats s'étaient généralisés dans la ville et seulement quelques secteurs n'étaient pas encore atteints.

-Les Conseillers des secteurs GISOZI, KACYIRU, REMERA KICUKIRO, GIKONDO et KAGARAMA étaient soit tués soit portés disparus. Celui de KAGUGU, Monsieur NDASINGWA, un tutsi, s'était réfugié à la PVK où il restera pendant longtemps avant d'être évacué à l'Hôtel des Mille Collines pendant les opérations d'échange de déplacés entre le FPR et le Gouvernement Rwandais.

-Les bourgmestres de NYARUGENGE et de KACYIRU étaient venus se réfugier à la Préfecture. mais les Bourgmestres de KICUKIRO, Monsieur Evariste GASAMAGERA n'était pas trouvable. J'apprendrai quelques jours plus tard qu'il a été surpris par les combats chez lui à KICUKIRO près de l'Ecole Technique Officielle de KICUKIRO et qu'il avait dû se réfugier à l'Ecole-même où il y avait un détachement belge du contingent de la MINUAR. Plus tard, Monsieur GASAMAGERA se présentera à la PVK mais pour demander d'aller se reposer dans sa commune d'origine de NYARUHENGERI en Préfecture de BUTARE.

-Tous les expatriés étaient rassemblés près de leurs Ambassades, principalement à l'Ambassade de France, de Belgique et d'Allemagne prêts à être évacués. Même plusieurs Rwandais étaient allés se réfugier là-bas parmi les étrangers Africains, les principaux groupes étaient des Zaïrois (plus de 10.000), des Ougandais et des Tanzaniens (plus de 1.000) et des Burundais (des dizaines de milliers de réfugiés de 1972, de 1988 et de 1993). Pour ces réfugiés, il fallait organiser leur évacuation vers leurs pays d'origine.

-Plusieurs personnes demandaient secours pour être évacuées vers des endroits plus sûrs. Cette évacuation put être organisée, en collaboration avec les brigades de la Gendarmerie où il était encore possible de le faire. Pour cela, la PVK dut communiquer le numéro d'appel de secours.

La réunion adopte des mesures d'urgence suivantes:

1) Mise en place d'une cellule de crise composée du Préfet, des deux Bourgmestres, de Monsieur BISANUKULI Alexis, Responsable du Secrétariat, Monsieur SIMPUNGA Aloys, Responsable des Affaires Sociales, le responsable du service de Développement Urbain, Major NYAMUHIMBA,

Responsable de la Police, Monsieur Jean Baptiste BUTERA, Chef de service Chargé de l'Administration.

2)Transmission d'un message de pacification à la population de la ville de Kigali par le Préfet sur les ondes de la Radio Rwanda.

3)Remplacement des personnes tuées ou portées disparues.

4)Etablissement d'un plan d'évacuation des étrangers d'origine africaine.

5)Réglementation de la circulation des personnes dans la ville de Kigali (autorisation d'entrée et de sortie).

6)Protection des centres d'accueil des réfugiés en collaboration avec la Gendarmerie Nationale (Paroisse Sainte Famille, Centre saint Paul, l'hôtel des Mille Collines (renforcement de la protection assurée par les éléments de la MINUAR à cet hôtel), le Lycée Notre Dame de Cîteaux, l'hôtel KIYOVU, la PVK, la Paroisse saint Michel etc...).

7)Etablissement d'un plan de ravitaillement de la ville.

8)Lutte contre les pillages en collaboration avec l'Armée (un élément doté de véhicules AML fut constitué pour intervenir partout où c'était nécessaire. Ce n'est que plus tard, lorsque le FPR s'attaquera aussi à des dépôts de vivres, à GIKONDO (parc industriel et MAGERWA) que la population ne pourra plus être contrôlée. Ce sera d'ailleurs la même chose lorsque le FPR attaquera les dépôts du Groupe Scolaire Saint André à NYAMIRAMBO). Dans cette situation, on essaya de regrouper tous les véhicules onusiens disponibles dans le Parc automobile du Programme des Nations Unies pour le Développement, PNUD tandis que les véhicules des Ambassades d'Allemagne, de France etc... furent regroupés au bureau de l'Ambassade. Le Préfet put entretenir d'ailleurs une liaison avec le Ministère des Affaires Etrangères de la RFA et de la FRANCE jusqu'à la fin du mois d'Avril. Tout ce matériel a pu être conservé jusqu'à l'évacuation de la ville de Kigali par la population dans la nuit du 03 au 04 Juillet 1994.

9)Suivi constant des mesures prises en réunissant au moins deux fois par semaine les conseillers de secteurs, encore disponibles.

Après cette réunion, j'eus le temps de me rendre à mon domicile à KANOMBE avant la tombée de la nuit. En arrivant à la maison, j'ai trouvé au moins deux cents personnes réfugiées chez moi. Ma femme me fit part de ses inquiétudes concernant le manque de sanitaire et des vivres pour ces gens-là.

Ma femme m'apprit aussi qu'il y avait eu des massacres interethniques dans la localité et tout le monde avait peur de la tournure des événements. Avant de repartir à KIGALI, je me suis adressé à ces personnes déplacées en leur

demandant d'être calmes et d'essayer d'utiliser les latrines des habitations voisines et de profiter de toutes les occasions pour prendre des vivres chez-elles, en attendant que je puisse leur trouver des vivres à KIGALI, ce qui fut fait. Je leur promis aussi de renforcer la garde pour leur sécurité. Je ne reverrai en fait plus mon domicile, suite à l'insécurité et à l'intensité des combats. Ces personnes resteront chez moi et ne quitteront que lors de l'évacuation de KANOMBE, à la mi-Juin 1994, quand le personnel de garde se replia vers KIGALI avec d'autres militaires de KANOMBE.

## **2.Gestion de la crise**

### **2.1.Les massacres interethniques**

Comme dit plus haut et comme d'autres avant moi, ont eu l'occasion de le souligner, le déclencheur des massacres, c'est l'assassinat des Présidents Juvénal HABYARIMANA et Cyprien NTARYAMIRA et leur suite. Les événements me surprisent chez moi à KANOMBE, [le soir du 06 Avril 1994 vers 20 heures 30 minutes](#). Trois grosses détonations furent entendues, suivies de fusillades et des explosions de grenades qui vont durer presque toute la nuit et qui se déplaceront progressivement vers BUSANZA et l'Aéroport.

Je me suis terré chez moi en essayant de me protéger avec le seul policier de garde qui était à la maison. (Cpl NDAZIGARUYE) . Comme je n'avais pas de téléphone, j'ignorais alors tout ce qui venait de se produire. Je n'avais même pas été au courant du déplacement du Chef de l'Etat. J'appris la nouvelle de l'attentat dans les informations de 06 heures 45 minutes.

Je me rendis alors aussitôt au Camp de KANOMBE où j'appris les détails de cette catastrophe. Le 07 Avril 1994, dans la matinée, les massacres ne s'étaient pas encore produits, à l'exception de ces tirs qui avaient duré toute la nuit.

Je suis parti à KIGALI avec l'escorte fournie par le Camp KANOMBE et sur le passage, j'ai traversé une seule barrière militaire au carrefour SAR-MOTORS à REMERA. Partout où je suis passé, il n'y avait pas de gens sur la route et je n'ai pas vu de barrière dressée par la population; ce qui contredit l'opinion répandue que la population a immédiatement établi des barrages à l'annonce de la mort du Président.

Le rapport du Chef de poste à la PVK fait état de tirs sporadiques entendus pendant toute la nuit dans certains quartiers de la ville. Mais jusque-là, on ne savait pas s'il y avait des victimes.

Cependant à la Préfecture, j'ai trouvé déjà les premiers réfugiés dont Monsieur Célestin GAHAMANYI et NTAWIHA, signe qu'une vive tension couvait déjà dans la population. Mais globalement, la situation même tendue reste sous

contrôle. A partir de 10 heures, j'ai participé à la réunion qui a regroupé à l'Ecole Supérieure Militaire, autour des Généraux NDINDILYIMANA et RUSATIRA, Colonel BAGOSORA et Général Roméo DALLAIRE, les Officiers du cabinet du Ministre, les officiers des deux Etats-Majors et les Commandants d'Unités et des secteurs Opérationnels.

Pendant la réunion, nous entendîmes des explosions continues dans le Camp Kigali. Plus tard nous apprendrons que c'était les 10 paracommandos belges que des handicapés de guerre du Camp Kigali tuaient, en les prenant pour des assassins des Présidents HABYARIMANA et NTARYAMIRA et leur suite. Nous apprendrons aussi que ces militaires avant d'être tués, avaient été désarmés chez Madame le Premier Ministre Agathe UWILINGIYIMANA par un groupe de militaires mutins qui l'ont tuée aussitôt après.

Le 07 Avril 1994 vers 14 heures 30 minutes, le Général Roméo DALLAIRE vint annoncer au Ministère de la Défense Nationale que le contingent du FPR basé au CND est sorti de son quartier pour, disait-il, aller punir les éléments de la Garde Présidentielle. A partir de ce moment, les combats se généralisent principalement sur les axes d'attaque du FPR, à savoir KIMIHURURA, KACYIRU, GISOZI, KAGUGU, KICUKIRO, KAGARAMA, NYANZA et GIKONDO, Mont REBERO, KIMISANGE. Beaucoup de personnes meurent dans les combats, des centaines de milliers d'autres fuient vers d'autres endroits encore sûrs.

Toutes les personnes qui ont vécu ces événements constatent que ces massacres ont peu à peu gagné d'autres quartiers au fur et à mesure de la progression des combats et de l'arrivée des réfugiés (déplacés) qui fuyaient les combats vers des quartiers non encore attaqués. Ils ont aussi été favorisés par la présence des infiltrés, la manière dont les combats ont été menés et la méfiance extrême que se portaient les communautés Hutu et Tutsi.

Les exemples sont légions où, l'APR, avant de procéder à l'élimination sommaire de personnes identifiées, commence d'abord par extraire ses collaborateurs; puis les victimes sont rassemblées et sommairement exécutées à la grenade et à l'arme automatique ou alors entassées dans une maison et explosées à la grenade. C'est ce qui s'est passé à REMERA, KICUKIRO, GIKONDO (Bar INYENYELI), NYAMIRAMBO (CYIVUGIZA) GATSATA etc...

L'intensité des combats atteint la vitesse supérieure avec la récupération de toutes les positions stratégiques auparavant aux mains de la MINUAR par l'APR. Désormais, toute la ville va être arrosée de bombes qui en ajouteront encore à cette confusion.

Le 13 Avril 1994, les colonnes de marche du FPR font jonction avec leurs éléments qui se battent dans la ville. C'est alors le déferlement du million de

déplacés qui se trouvait à NYACYONGA et à MUGAMBAZI sur la ville et vers GITARAMA, après que l'APR ait attaqué et détruit les camps de ces déplacés. Ces déplacés bien entendu, se livrent aussi au passage à des exactions.

## **2.2. Maintien et rétablissement de l'ordre public.**

Malgré la précarité de la situation de guerre que nous subissions, l'autorité préfectorale a quand même fait de son mieux pour faire face à la situation.

a) Elle a multiplié des appels à la population pour la cessation des massacres interethniques. Les messages étaient passés sur les ondes de la Radio Nationale. S'il y a eu des débordements, c'est à cause de l'expansion de la guerre qui comme toujours a entraîné la mort et la désolation.

b) Des réunions avec les Bourgmestres et les Conseillers de Secteurs se sont tenues au moins une fois par semaine pour le suivi des mesures prises et le retour au calme. Des Conseillers défaillants, ceux de NYAMIRAMBO et KIMISANGE ont été remplacés, d'autres tués comme celui de KAGARAMA, GIKONDO, GISOZI, KICUKIRO, KAGUGU, KACYIRU, REMERA, ont été remplacés pour pouvoir assurer l'encadrement de la population. Mais encore une fois la guerre fut le principal obstacle à la pacification.

c) Concernant la répression des infractions, un effort a été fait pour arrêter des bandes de tueurs et de pillards. Par exemple la bande d'un certain SUKARI de NYAMIRAMBO, mais de nouveau, la guerre empêchait le personnel du Parquet de venir au service. Les magistrats, eux, avaient longtemps fui. D'autres ayant cherché protection dans des endroits de refuge. Le Préfet convoqua une réunion de Magistrats au plus fort moment de la crise pour pouvoir arrêter et punir les coupables. Mais seulement deux magistrats répondront à cet appel. D'autres convocations ultérieures n'auront pas plus de succès. Tous ces magistrats avaient peur de s'exposer aux explosions de bombes qui tombaient sur KIGALI.

Pire encore, lorsque les combats atteindront le plateau de NYARUGENGE, la prison centrale et les amigobes des Brigades judiciaires ne seront plus opérationnels. Tous les détenus sortiront avec toutes les conséquences perverses qui ne manqueront d'affecter la sécurité de la population.

Malgré donc les efforts fournis, la guerre a emmené inexorablement le chaos. Néanmoins, il y a lieu d'affirmer, en dépit de cette situation de débordement liée à la guerre, les efforts de prise en mains de la situation, dans la mesure où il était possible de le faire, ont porté des fruits:

Les lieux de regroupement des déplacés purent être gardés. Ces endroits accueillirent beaucoup de monde venant des quartiers menacés sur l'intervention



de la Gendarmerie et de la PVK et même de la part de quelques hommes de bonne volonté comme le Révérend Père BLANCHARD.

Avec l'encadrement de la population, les autorités de la PVK purent pratiquement maîtriser la situation à partir du 17 Avril 1994, car il n'y a plus de massacres dans la ville de KIGALI.

Cette situation s'accompagna heureusement par une stabilisation du front qui demeurera presque stationnaire jusqu'au 04 Juillet 1994, jour de l'évacuation de KIGALI par la population.

### **2.3.Assistance aux personnes en danger**

S'agissant des aides d'urgence, il faut remercier Dieu qui, en dépit du désengagement et de l'abandon du peuple rwandais par la Communauté Internationale, deux organismes internationaux furent preuve d'un courage exceptionnel en acceptant d'affronter la mort et l'adversité pour secourir la population en détresse. Ces organisations sont le Comité International de la Croix Rouge (CICR) et DRASOWS. La CICR intervint dès le début de la crise par la distribution des vivres dans les Centres de regroupement de déplacés. Le CICR utilisa d'abord ses camions mais au fur et à mesure que la population déplacée devenait nombreuse, la PVK dut mettre à sa disposition d'autres véhicules. Le CICR interviendra aussi dans l'évacuation des blessés et des morts. Il assura l'approvisionnement en médicaments en même temps qu'il dispensait les soins aux blessés et aux malades.

Après la destruction de l'Hôpital de KIGALI par les bombardements de l'APR. Le CICR aménagera un hôpital de campagne dans RUGUNGA, mais qui sera aussi entièrement détruit par les bombardements de l'APR après quoi le Représentant du CICR, Monsieur Philippe GAILLARD, demanda au Préfet d'autoriser que les blessés et les malades puissent être soignés à l'Hôpital Roi Faycal alors aux mains du FPR, ce qui fut accordé.

Monsieur Philippe GAILLARD a dû s'impliquer personnellement pour pouvoir mener toutes ces activités dans une situation délicate. Monsieur Philippe GAILLARD ne manquait pas d'occasions fâcheuses qui le révoltaient. Et chaque fois, il me demanda d'intervenir soit auprès de certains responsables, soit auprès de la population pour faciliter son travail. Pour les services que Monsieur Philippe GAILLARD et son équipe ont rendu à la population, pour leur disponibilité et leur collaboration, qu'ils trouvent ici, ma profonde gratitude et ma haute appréciation.

La MINUAR a vu dégrossir fortement ses effectifs au lendemain de l'assassinat des Présidents HABYARIMANA et NTARYAMIRA et leur suite. Mais même

avec le peu qui restait la MINUAR n'a jamais voulu participer directement aux opérations.

Néanmoins, la MINUAR a aidé à mener quelques opérations humanitaires, notamment des échanges de personnes déplacées qui souhaitaient rejoindre l'un ou l'autre côté des belligérants. Même si ces opérations étaient souvent émaillées d'incidents comme nous auront l'occasion de le dire plus loin.

La MINUAR était cependant chaque fois invitée aux réunions de sécurité de la PVK où elle se faisait représenter par un Officier de liaison. La Gendarmerie participait aussi à ces réunions. Mais pour cette dernière, ses effectifs dans la ville de KIGALI avaient été déforçés, la sécurité de la ville ayant été confiée au contingent belge de la MINUAR conformément aux procédures de consignation régissant la sécurité dans la ville de KIGALI, approuvées par les deux belligérants et le Commandant de la MINUAR. Ainsi certaines unités de la Gendarmerie occupaient au moment de la crise des secteurs opérationnels et n'étaient donc pas disponibles pour le maintien d'ordre. Le retrait des casques bleus laisse donc un vide dont le FPR cherchera à profiter.

A part cela, la MINUAR exécuta des missions de convoyage de hautes personnalités dont Monsieur COUCHENER, Ministre Français à l'Action Humanitaire, qui dut se rendre de KIGALI à GITARAMA voir le Gouvernement. Mais cela n'empêcha pas l'APR de le prendre à partie au retour de GITARAMA avant les feux rouges de NYABUGOGO.

La PVK a déploré que certaines actions de secours programmées avec la MINUAR n'ont pas pu se faire comme convenu et apparemment sans motif valable. Ce fut le cas de l'évacuation des orphelins du Centre GISIMBA à NYAMIRAMBO. Cette opération put quand même se faire difficilement avec l'aide de la Gendarmerie Nationale. Il faut aussi regretter que la MINUAR n'ait pas pu protéger le Centre de regroupement des déplacés de la Paroisse Sainte Famille - Centre de Pastorale Saint Paul. Ce Centre a en effet été longtemps la cible des bombardements du FPR, lesquels ont fait des centaines de victimes. A la mi-Mai 1994, le volet protection sociale de la MINUAR décida d'aller visiter l'endroit, en vue de voir comment y placer des éléments de la MINUAR, dans l'espoir que le FPR n'oserait pas tirer sur les éléments de la MINUAR. Nous espérons comme cela pouvoir protéger la population, car les seuls éléments de la Gendarmerie qui gardaient le site ne pouvaient pas empêcher le FPR de continuer ses bombardements. Rappelons que ce Centre hébergeait les déplacés Hutu et Tutsi, les Tutsi ayant été les premiers à s'y réfugier depuis Février 1994 à cause des troubles provoqués par l'assassinat de Monsieur Félicien GATABAZI et celui de Monsieur Martin BUCYANA. Le Général ANYIDOH de la MINUAR visita donc le Centre en compagnie du Préfet de la PVK, de Monsieur Philippe GAILLARD, Représentant du CICR, des journalistes et autres personnalités. A la fin de la visite, on pouvait espérer que la MINUAR placerait d'urgence ses éléments pour davantage sécuriser ces personnes

déplacées. D'ailleurs Monsieur Philippe GAILLARD, Lui insistait pour que ces déplacés puissent être échangés ce jour-là entre les le FPR et la partie gouvernementale dans le cadre des opérations qui étaient en cours. Mais dans le courant de la nuit suivante, l'APR y exécuta un raid meurtrier qui occasionna beaucoup de pertes en vies humaines. Je pense que les prêtres de la Paroisse Sainte Famille dont l'Abbé MUNYESHYAKA peuvent témoigner sur ces événements tragiques. C'était d'ailleurs la seule fois que je me suis rendu là-bas, contrairement aux allégations mensongères que certaines personnes mal intentionnées ont colporté sur ma personne concernant des exactions qui y auraient été commises.

Dans le même ordre d'idées, il faut relater un grave incident qui a failli se produire à la station SOPECYA, aux feux rouges de KANOGO, KIYOVU, KIGALI, lorsque dans le cadre d'échange de déplacés entre le FPR et le gouvernement rwandais, la MINUAR, sans avoir consulté d'autres partenaires dont la PVK décida d'amener les déplacés tutsi de l'Hôtel des Mille Collines vers la zone FPR dans les dernières heures de l'après-midi. Il y eut un accrochage avec la barrière de la station SOPECYA au point que l'incident faillit dégénérer en drame. On vint alors me trouver à la PVK où moi-même j'avais érigé mon refuge pour aller calmer la situation. Je me rendis sur place avec les Bourgmestres et des Officiers de la MINUAR. Je fus menacé de mort mais pus quand même désamorcer la crise en obtenant la libération de ces personnes et leur retour à l'Hôtel des Mille Collines, en attendant qu'on se convienne d'un autre jour pour boucler l'opération d'échange des déplacés. Ce ne sont pas des personnes comme Uzziel RUBANGURA, François HABİYAKARE, Ambroise MULINDANGABO et autres qui ne se souviennent pas encore de cet incident qui a risqué de tourner en drame. Je m'en suis sorti aussi par miracle.

Comme personnalité morale, les Eglises ont aussi assisté dans la mesure du possible des personnes en danger. J'ai cité de nombreux déplacés qui étaient au Centre Saint Paul et à la Paroisse Sainte Famille, mais il y en avait aussi à la Paroisse Saint Michel, au Lycée Notre Dame de Cîteaux, à l'Eglise Baptiste de KIGALI, à la Paroisse Sainte Etienne etc... La PVK est surtout intervenue pour la protection de ces Centres en collaboration avec la Gendarmerie Nationale. Mais la PVK a en outre fourni des véhicules pour acheminer des vivres au Centre Saint Paul, à la Paroisse Sainte Famille, à la Paroisse Saint Michel et au Lycée Notre Dame de Cîteaux. Je salue particulièrement le courage de l'Abbé MUNYESHYAKA qui n'a ménagé aucun effort pour apporter des vivres à ces déplacés.

Nous avons aussi enregistré d'autres organisations comme DRAWSOWS et une association pilotée par un Français dont j'oublie le nom qui s'occupait d'un orphelinat à KIGALI.

Que toutes ces âmes de bonne volonté veuillent bien accepter nos sincères remerciements et notre profonde gratitude.

### **3.Évacuation des étrangers.**

Les Belges et les Français ont évacué tous les blancs, quelques étrangers d'autres nationalités et même des Rwandais qui avaient pu se réfugier dans les Ambassades.

Mais il restait encore beaucoup d'autres étrangers notamment ceux des pays voisins du Rwanda. L'évacuation des kenyans et Tanzaniens s'est dirigée sur BUJUMBURA via BUTARE. Mais les Zaïrois constituant le groupe le plus important, posèrent un sérieux problème pour leur évacuation. Ils étaient plus de 8.000 personnes. leur évacuation ira très lentement, en tenant compte de la précarité des moyens logistiques. Entre-temps, ils se regroupèrent d'abord à leur Ambassade sise au quartier Kiyovu puis à l'Hôtel des Mille Collines où ils furent assistés.

Quant aux Burundais, nombreux préférèrent vivre le même sort que leurs frères Rwandais en raison de la mauvaise situation politique qui prévalait aussi chez-eux.

### **4.Relation avec la Communauté Internationale.**

En tant que Préfet de la capitale, j'étais évidemment un interlocuteur privilégié de la Communauté Internationale, du moins de ce qui restait encore de celle-ci, après qu'on ait décidé de nous abandonner seuls à notre triste sort. Comme j'ai eu l'occasion de le souligner plus haut, j'ai continué de communiquer notamment avec les Ministères des Affaires Etrangères Allemand et Français pendant une bonne partie du mois d'Avril.

J'ai par ailleurs fait de mon mieux pour garder les biens des Ambassades jusqu'à l'évacuation de KIGALI. Il est évident qu'à partir de ce moment je ne pouvais plus rien faire.

Après le retrait de la plupart des pays de la tragédie rwandaise, il est resté sur place un contingent réduit de la MINUAR, le Comité International de la Croix-Rouge, quelques blancs et quelques prêtres étrangers. J'ai essayé de collaborer franchement avec tous ces gens-là, dans les limites de mes possibilités, eu égard aux circonstances particulières de la guerre.

### **5. Des allégations malveillantes contre ma personne.**

Il a été rapporté dans certains journaux pro-FPR certaines allégations mensongères et malveillantes contre ma personne.

Je ne pouvais du reste pas échapper à cette règle absolue désormais instaurée que tout Hutu qui a eu la chance d'étudier mais qui n'est pas d'obédience FPR est d'office taxé d'être pétri d'idéologie "génocidaire" . Cet attribut est donc devenu pour nous une sorte de péché originel. Et c'est encore une fois la résultante du phénomène de globalisation.

Mais qu'a-t-on dit sur ma personne ?

### **5.1. Que j'aurais appartenu à un fantomatique escadron de la mort.**

Qu'est cet escadron fantomatique que ni le service de Renseignements généraux du pays détenu dirigé depuis 1991 par Monsieur IYAMUREMYE, aujourd'hui Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage dans le Gouvernement du FPR, ni les services intérieurs et extérieurs de l'Armée alors dirigés par deux Officiers proches de l'opposition radicale n'ont pas pu découvrir ?

Je rappelle que je fus comme tous les autres administratifs objet d'évaluation et qu'aucun fait du genre ne fut retenu à ma charge. C'est le Gouvernement du Dr. Dismas NSENGIYAREMYE qui dirigea cette évaluation.

Quelle est la vérité sur cette affaire? En réalité il s'agit purement et simplement d'une opération de discréditation et de diabolisation montée par le parti MDR en 1992 qui établit une liste imaginaire de personnes qu'il voulait discréditer.

Monsieur Frodouald KARAMIRA me dira, quand plus tard, lui aussi sera mis sur la liste, qu'il ne comprenait pas comment lui aussi était inscrit sur la liste, alors que les premières personnes qui y ont figuré, ont été inscrites dans son building qui abritait le Secrétariat Exécutif du MDR.

Plus tard encore, Monsieur Eliezar NIYITEGEKA me répétera la même chose. C'est donc de la calomnie puisque de toute façon on se réfère pour l'affirmer à certains journaux comme ISIBO et autres NYABARONGO qui relayaient naturellement cette propagande. Au demeurant cette liste sera toujours extensible. La réalité et encore plus cruelle si cette manoeuvre visait à couvrir des destructions et des assassinats politiques qui ont été commis à travers le pays et dont ni le FPR ni Monsieur Faustin IYAMUREMYE lui n'ignore la provenance.

### **5.2. Le Préfet de la PVK aurait enlevé des personnes réfugiées au Centre CELA de KIGALI pour les tuer.**

Que recouvre cette allégation? C'est encore un mensonge, un événement qu'on veut présenter intentionnellement de manière malveillante.

Que s'est-il passé ?

Un certain jour fin Avril ou début Mai 1994, le Chef du détachement qui protégeait le Centre de déplacés, le Lt SEKAMANA téléphone à la PVK pour dire que le Centre venait d'être attaqué par un groupe de gens en colère qui recherchaient des infiltrés parmi ces déplacés et qu'ils menaçaient de massacrer plus de 300 personnes qui s'y étaient réfugiées. J'ai alors demandé pourquoi il n'avait pas appelé son Chef direct pour intervenir? Son Chef direct, c'était le Lt Col MUNYAKAZI qui aujourd'hui a rejoint l'APR. L'Officier me dit qu'en vain, il avait appelé le Lt Col MUNYAKAZI pour intervenir, mais qu'il ne s'était pas exécuté. J'ai à mon tour appelé le Lt Col MUNYAKAZI pour lui demander d'intervenir rapidement, car la PVK n'avait pas de force pour y faire face, et que de toute façon c'était l'affaire de la Gendarmerie. Il me dit alors que dans le cadre du maintien de l'ordre, l'autorité civile doit être présente sur place. Je lui dis que le Bourgmestre de NYARUGENGE allait se rendre sur place et que lui-même devait être présent.

Plus tard, je fus encore appelé par l'Adjudant Chef Wellars MUGIRANEZA qui était Adjoint du détachement, pour me dire que personne n'était encore arrivée sur place et que la situation devenait explosive. J'ai de nouveau appelé le Lt Col MUNYAKAZI pour lui dire d'honorer ses engagements et que moi-même j'allais me rendre immédiatement sur place sans tarder. Je m'y suis rendu avec le Bourgmestre de NYARUGENGE Jean Baptiste BIZIMANA, le Chef de la Police, le Major NYAMUHIMBA et quelques autres fonctionnaires. Sur place, la situation était très tendue. Le Lt Col MUNYAKAZI ne viendra même là-bas.

Avec beaucoup de difficulté, je parviens à établir le dialogue avec les agresseurs qui acceptèrent de laisser à la Gendarmerie le soin de vérifier si réellement il y avait des infiltrés parmi les réfugiés. Cette bande accepta donc de se retirer non sans exiger que toutes ces personnes rejoignent les autres réfugiés du centre pastoral Saint Paul. J'ai alors demandé à la Gendarmerie de conduire ces personnes au Centre Saint Paul. L'incident a été ainsi clos paisiblement. L'événement s'est passé de jour vers 10 heures du matin, plusieurs témoins étaient présents, ils peuvent l'attester; voilà la vérité.

### **5.3.Enlèvement des personnes à la Paroisse Sainte Famille.**

J'ai eu l'occasion de parler de la seule visite que j'ai effectuée à la Paroisse sainte Famille lorsque j'ai accompagné le Général ANYIDOH de la MINUAR en compagnie du Représentant du CICR, Monsieur Philippe GAILLARD. Pour le reste, je crois que les prêtres qui étaient à la Paroisse dont l'Abbé MUNYESHYAKA, peuvent témoigner.

Au demeurant, comment pouvais-je intervenir directement à la place du Bourgmestre alors qu'il était consigné à la PVK? Ici donc l'intention de nuire est encore une fois manifeste.

D'autres allégations toutes aussi mensongères ont pu être colportées, tels ces corps trouvés à la morgue de KIGALI. Comme dit plus haut, le CICR qui a piloté l'opération de ramassage des blessés et des morts n'a plus su ensevelir les morts dans les cimetières que ce soit à GATSATA, NYAMIRAMBO, GIKONDO etc... Les blessés ne purent plus non plus être traités à l'Hôpital de KIGALI, après la destruction totale de cet Hôpital par les bombardements du FPR.

Comme dit plus haut, il fut convenu avec le CICR de transporter les blessés et les malades à l'Hôpital Roi Faycal situé alors en zone sous contrôle FPR. Mais les morts, surtout des militaires tombés dans les derniers combats furent transportés au CHK (Centre Hospitalier de Kigali) alors en ruine, mais le seul endroit encore disponible. Il faut peut être obtenir le témoignage du Dr KANYANGABO, Directeur de cet Hôpital et son personnel qui méritent notre estime pour avoir fait montre d'un courage exceptionnel dans ces moments de dures épreuves et qui ont quand même pu sauver beaucoup de gens.

Quant aux personnes tuées à la PVK même, il ne faut même pas y insister, car il y avait beaucoup de réfugiés dont les fonctionnaires de la PVK qui peuvent témoigner. Par ailleurs, la MINUAR et le CICR qui venaient souvent à la PVK peuvent témoigner aussi. Je n'oublie pas de signaler que les prêtres de Sainte Famille et de Saint Michel y venaient et peuvent témoigner, d'autant que la veille de l'évacuation de KIGALI, j'ai reçu dans la cave un certain Abbé de Saint Michel que je crois toujours être à KIGALI. Comme on le voit, toute cette machination ne vise qu'à me détruire psychologiquement et moralement.

Quant à moi, j'estime que j'ai essayé de faire mon devoir en âme et conscience même si l'amertume est grande que finalement tout cela n'aura servi à rien.

#### **5.4.Distribution des armes dans la population.**

Cette allégation qui frappe toute personne qui avait le malheur d'être responsable pendant les événements est aussi malveillante.

La Défense Nationale, en effet en butte à une guerre généralisée a mis en oeuvre un programme de défense civile, structuré et organisé qui s'est occupé de la mobilisation de jeunes volontaires et de leur formation rapide pour les mettre à la disposition des secteurs opérationnels. Les recrues qui ont été enrôlés purent avoir des armes. En dehors de cela, je ne vois pas d'où un Préfet pouvait avoir des armes.

Un Officier avait été placé à chaque Préfecture; pour cela il collaborait directement avec les opérations militaires. La défense civile est un système pratique aussi dans d'autres pays. Pour le cas du Rwanda, elle fut semble-t-il une réponse à une réalité qu'après l'Accord de Paix d'ARUSHA, le

Gouvernement s'est résolument engagé dans le processus de paix, en démobilisant et en mettant fin aux nouveaux recrutements.

Quand les hostilités reprennent, c'est naturellement la surprise car entre-temps non seulement le FPR a continué ses préparatifs de guerre en accroissant ses effectifs, mais il bénéficie en plus de cela des soutiens militaires de certains pays de la région gagnés à sa cause; de sorte qu'on parle d'une guerre de coalition, comme celle qui vient d'avoir lieu au Zaïre.

### **6. Quelques considérations personnelles.**

Il y a lieu de considérer que le phénomène de globalisation dans le drame rwandais en s'appesantissant uniquement sur les massacres d'Avril 1994 fait beaucoup de torts à de nombreuses personnes qui ont souvent risqué leur vie pour en sauver d'autres. Cette situation provoque de l'amertume et une profonde frustration chez ces personnes. Peut-être qu'on veut à tout prix culpabiliser les gens et les forcer à reconnaître qu'il y a eu planification des massacres. C'est une erreur grave car moi qui viens d'écrire ces lignes n'ai reçu un ordre de qui que ce soit pour faire tuer des gens. Je n'ai d'ailleurs tué personne et me suis efforcé au contraire de faire face à mes responsabilités dans un contexte plutôt particulièrement difficile.

Celui qui a voulu massacrer les gens, c'est celui qui a réouvert les hostilités et qui a tué les Présidents Juvénal HABYARIMANA et Cyprien NTARYAMIRA et leur suite. Pourquoi ne fait-on pas d'enquête pour découvrir les auteurs de cet ignoble assassinat qui, sans aucun doute constitue le déclencheur de la catastrophe?

Suffit-il de déclarer seulement que ces deux Chefs d'Etat ont été tués par des extrémistes Hutu? Avec quelles armes? Alors que des magasins d'armes de tous les camps militaires de Kigali étaient aux mains de la MINUAR? Les Belges, les Français et les autres fournisseurs d'armes peuvent-ils attester que les Forces Armées Rwandaises pouvaient détenir des missiles qui ont descendu l'avion présidentiel? Où les servants de ce système d'armes ont-ils pu être formés? Et puis c'est une question de bon sens. A qui le crime pouvait-il profiter?

Est-il imaginable que le Président HABYARIMANA ait pu planifier un "génocide" dont il devait être la première victime? Et même avec cela, pourquoi n'aurait-il pas cherché à mettre sa famille à l'abri, tout comme d'ailleurs la plupart de ses collaborateurs!

L'assassinat du Président HABYARIMANA ne peut pas non plus être interprété comme une tentative de coup d'Etat imputable à ses collaborateurs. Sinon, pourquoi n'ont-ils pas mis au point un scénario de relève? En étaient-ils incapables?



A mon avis tout se passe comme s'il y avait une vérité qu'on cherche à cacher. Mais alors pourquoi tous ces millions de morts? Pourquoi ces centaines de milliers de proscrits et de ruines? Est-ce que tous ces gens sont réellement responsables de ce qui est arrivé et continue de se produire au Rwanda?

La lecture du film des événements d'Avril 1994 qu'on a tendance à faire est d'omettre le facteur guerre et de mettre d'un côté les brebis et de l'autre les loups qui les dévorent sans pitié. Mais la réalité est qu'il y avait la guerre entre deux parties rivales. Alors qui a tué et qui n'a pas tué parmi les belligérants? Est-ce que le FPR pouvait reprendre des hostilités sans avoir un rapport de force favorable? Comment alors expliquer qu'il ait pu occuper en trois mois tout le pays, exploit qu'il n'avait pas réussi en 4 ans de guerre?

Dans une guerre civile comme celle-là, les gens s'entre-tuent. Et c'est peut-être encore une fois la vérité qu'on ne veut pas dire. Comment expliquer l'exode de presque la totalité de la population vers l'exil rien qu'à la prise du pouvoir à KIGALI par le FPR?

Puisque les nouveaux maîtres venaient en libérateurs, la population aurait dû les accueillir à bras ouverts! Ces gens-là fuyaient en fait des atrocités que la plupart avait vécues depuis le début de la guerre, de camps de déplacés en camps de déplacés, devenus toujours la cible des assaillants.

La propagande des anciens dirigeants auprès de la population pour l'inciter à fuir le FPR, qui pouvait la faire? L'on dit bien qu'un ventre affamé n'a pas d'oreilles. Qui pouvait convaincre ces millions de personnes d'abandonner leurs biens?

La lecture de l'histoire récente du Rwanda fait apparaître une tendance à ignorer que le Rwanda a été envahi le 01 Octobre 1990 à partir de l'Ouganda. On fait semblant d'ignorer que la guerre destructrice a frappé le Rwanda pendant plus de 4 ans. Pourtant, chaque famille rwandaise peut maintenant compter ses morts. Des centaines de milliers de gens n'auront même pas eu l'occasion d'enterrer les leurs.

Alors qui a tué qui ?

L'on n'aura jamais assez insisté sur la nécessité de faire le nouveau recensement de la population du Rwanda qui aujourd'hui pourrait révéler des horreurs.

## **7.Conclusion**

Au vu de tout ce qui s'est passé au Rwanda, c'est comme si un destin implacable s'est abattu sur ce pays, naguère paisible et qui n'a pas mérité l'opprobre dont il est frappé aujourd'hui.

Dans ce désastre, il ne manque pas de gens de bonne volonté qui ont essayé de faire ce qu'ils peuvent pour soulager un peu dans les limites de leurs possibilités cette misère humaine indescriptible. La globalisation de l'incrimination de personnes sur présomption provoque naturellement un sentiment de déprime et de profonde frustration. L'humiliation, la proscription, la persécution, l'exclusion, tout cela conduit vers un sentiment de désespoir et de radicalisation. C'est peut-être l'objectif qu'on recherche. Mais alors qu'on mette de côté les bonnes intentions de paix, de réconciliation et de concorde nationales.

Pourtant, il va falloir réconcilier ce peuple avec lui-même pour pouvoir établir les fondements solides d'une paix durable et d'une solidarité nationales sans faille. Ce ne sera pas possible en condamnant tout un peuple et en blanchissant ses agresseurs d'hier, devenus aujourd'hui ses maîtres.

La Communauté Internationale pourrait aider à la réconciliation des rwandais mais en s'efforçant de rechercher la vérité, le droit et la justice pour tous. Pour y réussir, elle doit affirmer son rôle d'arbitre juste et équitable. Autrement, le cauchemar du peuple rwandais est encore loin de s'évanouir.